

## LOTISSEMENT COMMUNAL HAMEAU DE SEVIGNE – BUDGET PRIMITIF ANNEE 2022

### NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE

#### **SOMMAIRE**

1. Le cadre général du Budget Primitif
2. La section de fonctionnement et annexe 1
3. La section d'investissement et annexe 2

Annexe 3 : extrait du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

#### **1. LE CADRE GENERAL DU BUDGET PRIMITIF**

L'article 107 de la Loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié l'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatif à la publicité des budgets et des comptes.

Dans toutes les Communes et leurs établissements publics, une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles devra être annexée au Budget primitif de l'exercice. Conformément au Décret N° 2016-834 du 23 juin 2016, cette note devra être mise en ligne sur le site internet de la Collectivité lorsque celle-ci en est pourvue et permet aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour le Lotissement Communal Hameau de Sévigné, elle est disponible sur le site internet de la Commune de MOHON : [mohon.fr](http://mohon.fr)

Le Budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2022. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et sincérité. Le Budget primitif constitue un premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la Collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril l'année à laquelle il se rapporte ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée et transmis au Représentant de l'Etat dans les 15 jours qui suivent son approbation. Par cet acte, le Maire, Ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget pour la période qui s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le Budget Primitif du Lotissement Communal Hameau de Sévigné a été voté le 07 avril 2022 par le Conseil Municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux. Il a été établi avec la volonté de maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants.

Les sections de fonctionnement et d'investissement structurent le Budget primitif de notre Lotissement Communal Hameau de Sévigné.

## 2. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

### a) Généralités

Le fonctionnement permet à notre Collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent du Lotissement Communal Hameau de Sévigné.

Les recettes de fonctionnement correspondent à la vente de deux lots et à une subvention exceptionnelle du Budget de la Commune pour l'équilibre du présent budget et des opérations de stocks.

Les recettes de fonctionnement du Lotissement Communal Hameau de Sévigné pour l'année 2022 représentent 312 829 euros 78.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par des arrondis de TVA et une opération de stock.

Pour l'année 2022 elles représentent 312 829 euros 78 dont 63 451 euros 88 de déficit de fonctionnement 2021 reporté.

### b) Les principales dépenses et recettes de la section

Etat détaillé des comptes ci-joint (annexe 1)

## 3 .LA SECTION D'INVESTISSEMENT

### a) Généralités

L'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la Commune à moyen ou long terme. Elle concerne les actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel.

Le Budget primitif du Lotissement Communal Hameau de Sévigné regroupe :

- en dépenses : une opération de stock.
- en recettes : une opération de stock.

Les recettes d'investissement du Lotissement Communal Hameau de Sévigné pour l'année 2022 représentent 468 449 euros 42 dont 219 076 euros 52 d'emprunt d'équilibre du budget et 249 372 euros 90 de stocks.

Les dépenses d'investissement représentent 468 449 euros 42 dont 249 372 euros 90 de déficit d'investissement 2021 reporté et 219 076 euros 52 de stocks.

Les principales dépenses et recettes de la section

Etat détaillé des comptes ci-joint (annexe 1)

Pour les Collectivités locales et leurs établissements, les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L 5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du CGCT prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Fait à MOHON le 28 avril 2022

Le Maire,

Francis MAHIEUX



ANNEXE 2 – CGCT – extrait de l'article L2313-1 qui suit :

28/04/2022

**ETAT DES COMPTES DETAILLES ANNEE 2022 DU  
DECEMBRE 2022**

Reçu en préfecture le 28/04/2022

Affiché le

28 AVR. 2022

ID : 056-215601345-20220407-53DEL202203-BF

Code	Libellé	Vote
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
<b>DEPENSES</b>		312 829,78
Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	63 451,88
Art. 002	Résultat d'exploitation reporté	63 451,88
Ch. 011	Charges à caractère général	5,00
Art. 6045	Achats d'études, prestations de services (terrains à aménagement	
Art. 605	Achats de matériel, équipements et travaux 2	
Art. 608	Frais accessoires sur terrains en cours d'aménagement 2	5,00
Art. 6227	Frais d'actes et de contentieux	
Art. 6262	Frais de télécommunications	
Ch. 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	249 372,90
Art. 68175	Dotations aux provisions pour risques et charges exceptionne	
Art. 71355	Variation des stocks de terrains aménagés	249 372,90
Ch. 65	Autres charges de gestion courante	
Art. 65822	Reversement de l'excédent des budgets annexes à caract	
Art. 6588	Autres charges diverses de gestion courante	
<b>RECETTES</b>		312 829,78
Ch. 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	219 076,52
Art. 71355	Variation des stocks de terrains aménagés	219 076,52
Art. 7588	Autres produits divers de gestion courante	
Ch. 70	Produits des services, du domaine et ventes divers	15 750,00
Art. 7015	Ventes de terrains aménagés	15 750,00
Art. 70878	par des tiers	
Art. 7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'	
Art. 70881	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	
Ch. 75	Autres charges de gestion courante	78 003,26
Art. 757	Subventions	
Art. 75822	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère admi	78 003,26
<b>INVESTISSEMENT</b>		
<b>DEPENSES</b>		468 449,42
Ch. 001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	249 372,90
Art. 001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	249 372,90
Ch. 040	Opérations d'ordre de transfert entre section	219 076,52
Art. 3555	Terrains aménagés	219 076,52
<b>RECETTES</b>		468 449,42
Ch. 040	Opérations d'ordre de transfert entre section	249 372,90
Art. 3555	Terrains aménagés	249 372,90
Ch. 16	Emprunts et dettes assimilées	219 076,52
Art. 1641	Emprunts en euros	219 076,52

Les budgets de la commune restent déposés à la mairie et, le cas échéant, ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours suivant éventuellement leur notification après règlement par le représentant

Envoyé en préfecture le 28/04/2022  
Reçu en préfecture le 28/04/2022  
Affiché le 28 AVR 2022  
ID: 056-215601345-20220407-53DEL202203-BF

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du maire.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L2343-2, sont assortis en annexe :

1° De données synthétiques sur la situation financière de la commune ;

2° De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;

3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif ;

4° De la liste des organismes pour lesquels la commune :

a) détient une part du capital ;

b) a garanti un emprunt ;

c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;

5° Supprimé ;

6° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;

7° De la liste des délégataires de service public ;

8° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L 300-5 du code de l'urbanisme ;

9° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article L1414-1;

10° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.

Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire.

Dans ces mêmes communes de 3 500 habitants et plus, les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune.

Les communes et leurs groupements de 10 000 habitants et plus ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et qui assurent au moins la collecte des déchets ménagers retracent dans un état spécial annexé aux documents budgétaires, d'une part, le produit perçu de la taxe précitée et les dotations et participations reçues pour le financement du service, liées

*notamment aux ventes d'énergie ou de matériaux, aux soutiens  
aides publiques, et d'autre part, les dépenses, directes et indirectes,  
compétence susmentionnée.*

Envoyé en préfecture le 28/04/2022

Reçu en préfecture le 28/04/2022

Affiché le

ID : 056-215601545-20220407-33 DEL202203-BF

*Les établissements publics de coopération intercommunale et les communes signataires de  
contrats de ville présentent annuellement un état, annexé à leur budget, retraçant les recettes et les  
dépenses correspondant aux engagements pris dans le cadre de ces contrats. Y figurent  
l'ensemble des actions conduites et des moyens apportés par les différentes parties au contrat,  
notamment les départements et les régions, en distinguant les moyens qui relèvent de la politique  
de la ville de ceux qui relèvent du droit commun.*

*Pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la  
situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.*

*Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe  
au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.*

*La présentation prévue au précédent alinéa ainsi que le rapport adressé au conseil municipal à  
l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice prévu à l'article L2312-1, la note  
explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif,  
conformément à l'article L2121-12, sont mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il  
existe, après l'adoption par le conseil municipal des délibérations auxquelles ils se rapportent et  
dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.*

*Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.*